
Réunion de collège public

Discussion sur le constat.

1°/ Importance de l'école primaire et maternelle en amont du collège.

On souligne l'importance de l'école maternelle dans la formation et la structuration des enfants et celle de l'école primaire dans l'acquisition des apprentissages fondamentaux (notamment la lecture, clef de l'échec ou de la réussite scolaire). Il est regrettable que les cycles ne soient pas toujours respectés comme ils devraient l'être (notamment l'articulation « grande section de maternelle/CP/CE1 » dans l'apprentissage de la lecture).

2°/ Pertinence des objectifs (100% d'une génération au niveau Brevet, 80% au niveau Bac).

Les taux de passage sont remis en cause : ils obéissent parfois davantage à des consignes de la hiérarchie qu'au niveau réel des élèves. Les chiffres reflètent donc en partie une illusion et l'on peut légitimement poser la question de savoir ce que, dans ces conditions, signifie l'expression « élever le niveau ».

Les besoins actuels de qualification nécessitent cependant de maintenir l'objectif des 80%. Au surplus, le nombre encore très élevé de jeunes sortant du système sans qualification est alarmant. On s'interroge au passage sur la pertinence de formations très spécialisées, des formations généralistes permettant une plus grande ouverture sur le marché du travail.

3°/ Pertinence de l'idée du collège unique et/ou du collège avec ouverture sur les métiers.

Confirmation de la nécessité d'individualiser les parcours : tous les élèves n'avancent pas à la même vitesse. Il faut diversifier davantage, ce qui n'est pas le cas du collège actuel. Le collège ne doit cependant pas uniquement préparer de futurs salariés : il doit surtout donner une culture commune dans une perspective généraliste.

Le collège ouvert sur les métiers : comment faire, sur quel temps, dans quel but ? On avance l'idée que la découverte des métiers ne doit pas être uniquement réservée aux élèves en difficulté. Proposition de créer une nouvelle discipline : orientation et découverte des métiers.

03 – Vers quel type d'égalité l'Ecole doit-elle tendre ?

1 – Les inégalités que l'on peut constater ne sont pas essentiellement dues à l'Ecole mais aussi à la société. Une unanimité certaine apparaît à propos du fait qu'on demande à l'Ecole de gérer beaucoup de problèmes qui la dépassent très largement et qui relèvent du corps social dans son ensemble.

2 – L'hétérogénéité des classes nuit-elle ou favorise-t-elle l'égalité ? La véritable hétérogénéité existe-t-elle vraiment ? On trouve des classes avec beaucoup d'élèves faibles et quelques bons, ou l'inverse, rarement avec une répartition équilibrée des niveaux. Les enseignants souhaitent l'hétérogénéité (notamment dans les zones difficiles) mais sont-ils formés pour gérer cette hétérogénéité au sein de leurs classes ?

3 – L'Ecole joue-t-elle encore son rôle d'ascenseur social ? En gros et dans l'ensemble, le système semble encore fonctionner correctement, mais il existe de nombreux points noirs, notamment dans les zones défavorisées. Il conviendrait à cet égard de prévoir un repérage des difficultés dès l'école maternelle. A cet égard, l'importance de l'école maternelle est réaffirmée, particulièrement dans le cas des familles en difficulté où les parents ne peuvent apporter à leurs enfants que peu de choses. Il

faudrait suivre les enfants avec davantage de détermination dès leur plus jeune âge (en maternelle puis en primaire) afin d'apporter le plus tôt possible les réponses adéquates aux difficultés rencontrées, tant sur le plan psychologique que pédagogique. Il y a donc nécessité de disposer de davantage de personnel qualifié (médecins, psychologues, assistantes sociales) voire de créer de nouveaux métiers en relation avec les nouvelles difficultés rencontrées. Mais certains posent la question des moyens et, partant, de l'existence d'une réelle volonté politique. On souligne aussi la nécessaire obligation des familles de s'impliquer dans cette question et l'utilisation de moyens coercitifs dans ce domaine est même évoquée.

4 – La discrimination positive : donner plus à ceux qui ont moins. L'unanimité s'opère sur ce point, chacun ayant droit à une Ecole de qualité sur tout le territoire et quelle que soit sa classe sociale. A ce niveau, les formes de « soutien » qui peuvent être apportées aux élèves doivent l'être bien avant le collège et dépasser les étroites limites des seules matières dites « fondamentales (français/mathématiques). Il conviendrait aussi, dans ce même cadre, de développer davantage tous les types de réussites scolaires et non pas seulement ceux relevant du seul modèle académique classique (bac général).

5 – Le privé remet-il en cause l'égalité républicaine ? Le fait que les établissements privés puissent s'affranchir d'un certain nombre de contraintes liées au recrutement des élèves (carte scolaire, sectorisation, etc) ne peut que créer des déséquilibres, dans les zones difficiles entre autres. Il apparaît très clairement que le fait de pouvoir choisir ses élèves ne peut que produire une école à deux vitesses. Cette constatation débouche sur un refus de toute déssectorisation.

08 – Comment motiver et faire travailler efficacement les élèves ?

1 – Redonner un sens à l'effort et aux études. Les notions de travail et d'effort semblent périmées et remplacées par celles de désir et de plaisir. Comment réhabiliter ces valeurs essentielles de travail et d'effort ? Mais, aussi, que propose la société pour justifier les efforts alors même que les enfants ne semblent plus conscients du fait qu'effort et travail sont nécessaires ? Faut-il, au sein d'une société des loisirs et du spectacle, médiatiser le sens de l'effort ? Sans doute une des causes du problème tient-elle au fait qu'un élève rencontre de moins en moins d'obstacles dans sa scolarité (au moins jusqu'au bac). L'absence de risques d'échecs peut provoquer la disparition du sens de l'effort : pourquoi travailler alors que l'on passera automatiquement dans la classe supérieure ? Ne faudrait-il pas impliquer davantage les familles dans l'approche concrète de ce qu'est un cours et de ce qu'il signifie en termes d'engagement et d'effort ? Les parents doivent en effet être très tôt (et sans doute avant le collège) convaincus des vertus de l'effort. On souligne au surplus qu'il peut y avoir du plaisir dans le travail et l'effort, et du plaisir aussi à travailler au sein d'un groupe. On évoque au passage la baisse de capacité d'attention des élèves : l'époque doit-elle être placée sous le signe du *zapping* ?

2 – Faut-il revoir les rythmes scolaires ? L'idée même de *zapping* introduit la notion de rythme scolaire. Le temps de concentration des élèves semblant se réduire, faut-il pour autant réduire le temps scolaire ? Peut-être (sans réduire le temps scolaire : les participants s'y opposent) faut-il revoir les rythmes scolaires et notamment l'organisation de la journée de cours. Mais là, de nombreux problèmes pratiques apparaissent, tant notre institution (et notre société) est peu préparée à un changement important dans ses modes de fonctionnement. Un seul exemple : *quid* de la disponibilité des installations (gymnases, salles spécialisées, etc) si les mêmes activités sont concentrées sur les mêmes moments de la journée.

3 – Faut-il une approche plus concrète de l'enseignement ? L'opposition entre concret et abstrait apparaît pour certains comme un faux problème : dans toutes les disciplines il y a à la fois du concret et de l'abstrait. Il vaut mieux parler de *créativité*. Donner davantage de poids à la créativité des élèves peut-être un moyen pour remotiver les élèves. La créativité est souvent fortement négligée à l'école primaire, ce qui paraît regrettable. Ce développement de la créativité des élèves doit passer par

l'interdisciplinarité. Les Itinéraires de Découverte (IDD) peuvent être une voie à suivre. Mais il faut prendre garde au risque de « saupoudrage pédagogique » (on survole, on n'approfondit pas) qui n'irait que dans le sens du *zapping* général. Toujours est-il qu'il faudrait à tout le moins poursuivre les IDD sur plusieurs années pour ensuite les évaluer de façon sérieuse. Cependant se pose la question récurrente des moyens (matériels et financiers) que ce type d'activité exige et qui manquent cruellement

22 – Comment former, recruter, évaluer les enseignants et mieux organiser leur carrière ?

Une observation et une question d'abord : le métier d'enseignant, devenu de plus en plus difficile, connaît une baisse d'attractivité spectaculaire. Que fait l'Etat (que propose-t-il) pour rendre ce métier plus attractif ?

On évoque la possibilité de davantage d'inspections qui permettrait d'accélérer la progression des carrières.

La question de l'inspection se trouve ainsi posée mais n'est pas remise en cause par les participants, très loin de là, même si son caractère volontiers infantilisant est souligné. Les enseignants souhaitent des inspecteurs plus près du terrain (et donc d'eux-mêmes), plus près des difficultés qu'ils rencontrent au quotidien, avec une présence permanente à leurs côtés (il ne s'agirait plus pour le coup de simplement sanctionner, en bien ou en mal, mais de conseiller et de former *à tout instant*). Des inspecteurs qui pourraient éventuellement, pour quelques heures, être aussi chargés d'enseignement. On souligne qu'il est demandé aux inspecteurs beaucoup de tâches qui ont peu à voir avec la pédagogie, ce qui est un non-sens. La nécessité de l'inspection est affirmée, mais dans une véritable situation d'échanges constructifs.

Beaucoup d'enseignants souhaiteraient évoluer dans leur carrière, en changeant d'activité, soit au sein de l'Education Nationale, soit en allant voir *ailleurs* (entreprises privées ou autres). La majeure partie des enseignants n'est en fait jamais vraiment sortie de l'Ecole, passant du statut d'élève (et d'étudiant) à celui de professeur.

Les jeunes enseignants présents, dont certains ont commencé leur carrière en ZEP, témoignent des difficultés qu'ils ont rencontrées :

- expérience difficile de la ZEP, sans réelle formation (disent-ils) et où l'on se débrouille comme on peut, en s'appuyant sur l'aide de collègues plus anciens ;
- remise en cause de la formation proposée par les IUFM, jugée le plus souvent très éloignée de la réalité du terrain ;
- expérience d'anciens Maîtres Auxiliaires (MA) jetés sur le terrain sans formation avec des élèves parfois à peine plus jeunes qu'eux.

Cependant, il est rappelé que dans certaines académies des dispositifs d'aide pour les jeunes collègues existent (visite dans des classes, visite de formateurs chevronnés, etc). Pourquoi ces dispositifs, qui ont fait leur preuves et fonctionnent souvent très bien, n'existent-ils pas partout et pourquoi ne tient-on pas compte de ce qui existe (et qui marche) pour le généraliser ? Peut-être les jeunes enseignants débutants (et *a fortiori* pour ceux qui exercent dans des zones difficiles) devraient-ils bénéficier d'un allègement horaire (temps partiel payé à temps plein) leur permettant d'approfondir leur formation et leurs connaissances.

Enfin se pose le problème de la formation continue des enseignants jugée largement insuffisante. Il conviendrait à cet égard de mettre en place une gestion plus sérieuse et professionnelle de la formation continue avec notamment des stages plus longs, sur le temps de travail mais avec remplacement.

Trois priorités pour l'École

1 Assurer un suivi sérieux et attentif des élèves dès l'école maternelle.

2 Redonner un sens au travail et à l'effort.

3 Améliorer la formation initiale et continue.